



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

quartiers de reconquête républicaine

Question au Gouvernement n° 1683

Texte de la question

QUARTIERS DE RECONQUÊTE RÉPUBLICAINE

M. le président. La parole est à Mme Zivka Park.

Mme Zivka Park. Monsieur le secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur, la semaine dernière le ministre de l'intérieur se trouvait dans l'est du Val-d'Oise, à la gendarmerie de Louvres, pour évoquer le dispositif des quartiers de reconquête républicaine. Dans le Val-d'Oise, les villes de Fosses, de Louvres, et d'Argenteuil, en zone police, bénéficieront d'une augmentation significative des effectifs de gendarmerie, et de renforts de police en zone urbaine en 2019.

M. Fabien Di Filippo. Toujours les zones urbaines !

Mme Zivka Park. Avec les élus locaux de l'est du Val d'Oise, nous avons donc été entendus. Nous saluons l'extension de ce dispositif sur notre territoire.

Lors de ce déplacement, au terme de « reconquête », le ministre a préféré substituer celui d'« affirmation » républicaine sur des territoires en demande d'une présence renforcée de l'État et des moyens qu'il met en œuvre.

M. Fabien Di Filippo. Oh là là !

M. Éric Diard. C'est du baratin !

Mme Zivka Park. Il s'agit d'une présence renforcée des forces de sécurité sur le terrain, d'un contact accru et renouvelé avec la population, et d'un travail en étroite collaboration avec les acteurs locaux.

L'objectif consiste à établir une police sur mesure afin de lutter efficacement contre les maux qui gangrènent le quotidien de nos concitoyens vivant dans ces quartiers. La sécurité est un droit pour tous.

Au-delà du droit à la sécurité, l'ambition de ce dispositif est claire : remettre la République au cœur de territoires qui ont parfois pu se sentir abandonnés à leur sort. Nos concitoyens veulent se réapproprier leurs espaces publics. Ils veulent pouvoir aller travailler ou rentrer chez eux sans avoir à se soucier de problèmes de sécurité.

M. Jean-Louis Bricout. Bravo !

Mme Zivka Park. Nous mettons tous les moyens en œuvre pour cela, grâce à la mobilisation de tous les acteurs : l'éducation nationale, les bailleurs sociaux, les associations culturelles et sportives, et, bien sûr, les

élus locaux. D'autres quartiers encore mériteraient un tel renforcement de moyens.

Monsieur le secrétaire d'État, pourriez-vous dresser un premier bilan de ce dispositif depuis son lancement et nous indiquer comment le Gouvernement souhaite poursuivre ses efforts de coconstruction, avec les territoires, d'une police sur mesure ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur. Madame la députée, la politique des quartiers d'affirmation républicaine, ou de reconquête républicaine, s'inscrit dans le cadre de la politique de police de sécurité du quotidien, mise en œuvre depuis février 2018 : il s'agit de disposer de policiers mieux formés, mieux équipés et déchargés des tâches administratives et des tâches de procédure pénale, grâce notamment à la loi que vous avez adoptée. Ils pourront ainsi être présents sur le terrain, au contact de la population. Ont ainsi été créées des brigades de contact pour la gendarmerie et des brigades de sécurisation du terrain pour la police nationale, afin d'assurer cette présence et de bâtir des partenariats avec les acteurs locaux.

Les quartiers de reconquête républicaine concernent des territoires qui connaissent des difficultés sociales et des difficultés liées à la délinquance et au trafic de stupéfiants plus importantes qu'ailleurs. Nous avons décidé d'y affecter des effectifs supplémentaires. C'est ce qui sera mis en place dans les quartiers que vous avez cités.

J'ajoute un élément très important, sans lequel aucune reconquête de territoire ne sera possible : la lutte contre les trafics de stupéfiants qui gangrènent ces quartiers est l'une des conditions de la mise en œuvre des quartiers de reconquête républicaine. Des cellules réunissant préfets et procureurs permettront de définir des objectifs et de mener des actions communes de démantèlement des réseaux en profondeur.

Nous poursuivrons cette politique. Quinze quartiers de reconquête républicaine ont été créés en 2018. Il y en aura trente-deux supplémentaires en 2019, et nous atteindrons le chiffre de soixante quartiers à la fin du quinquennat.

Nous avons reçu un certain nombre de demandes de la part d'élus et nous étudions l'extension du dispositif – qui, je tiens à vous rassurer sur ce point, sera effectivement opérée. J'insiste encore sur l'importance du démantèlement des trafics dans ces territoires. C'est tout l'objet du plan de lutte contre les stupéfiants que nous déploierons, à la demande du Président de la République, sur l'ensemble du territoire. Il se traduira par davantage de coopération entre les services de police et de gendarmerie, davantage d'échanges de renseignements, la définition d'objectifs en commun et la possibilité, sous l'autorité des parquets, de démanteler les réseaux en profondeur. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Zivka Park](#)

Circonscription : Val-d'Oise (9^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1683

Rubrique : Aménagement du territoire

Ministère interrogé : Intérieur (M. le secrétaire d'État auprès du ministre)

Ministère attributaire : Intérieur (M. le secrétaire d'État auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [20 février 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [20 février 2019](#)